

ART. 2. – Le ministre de la santé est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 12 safar 1435 (16 décembre 2013).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

Le ministre de la santé.

EI HOUSSAINE LOUARDI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6215 du 19 safar 1435 (23 décembre 2013).

Décret n° 2-13-956 du 21 safar 1435 (25 décembre 2013) modifiant le décret n° 2-06-478 du 14 hijra 1428 (25 décembre 2007) pris pour l'application de la loi n° 35-06 instituant la carte nationale d'identité électronique.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT.

Vu le décret n° 2-06-478 du 14 hijra 1428 (25 décembre 2007) pris pour l'application de la loi n° 35-06 instituant la carte nationale d'identité électronique, tel qu'il a été modifié par le décret n° 2-11-395 du 5 kaada 1432 (3 octobre 2011) :

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 15 safar 1435 (19 décembre 2013).

DÉCRÈTE

ARTICLE PREMIER. – Sont abrogées et remplacées ainsi qu'il suit, les dispositions de l'article 13 du décret susvisé n° 2-06-478 du 14 hijra 1428 (25 décembre 2007), telles qu'elles sont abrogées et remplacées par l'article premier du décret n° 2-11-395 du 5 kaada 1432 (3 octobre 2011) :

« Article 13. – En application des dispositions du 2^{ème} alinéa de l'article 10 de la loi susvisée n° 35-06, les demandes de remplacement des cartes d'identité nationale par la carte nationale d'identité électronique doivent être déposées du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, en ce qui concerne les cartes dont la date de validité expire avant le premier avril 2018. »

ART. 2. – Le ministre de l'intérieur et le ministre des affaires étrangères et de la coopération sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 21 safar 1435 (25 décembre 2013).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HASSAD.

Le ministre des affaires étrangères et de la coopération,

SALAHEDDINE MEZOUAR.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6216 du 22 safar 1435 (26 décembre 2013).

Décret n° 2-13-64 du 30 moharrem 1435 (4 décembre 2013) modifiant et complétant le décret n° 2-08-562 du 13 hijra 1429 (12 décembre 2008) fixant les conditions et les modalités de délivrance et de renouvellement des autorisations d'établissement de pêche maritime.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT.

Vu le décret n° 2-08-562 du 13 hijra 1429 (12 décembre 2008) fixant les conditions et les modalités de délivrance et de renouvellement des autorisations d'établissement de pêche maritime :

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 10 moharrem 1435 (14 novembre 2013).

DÉCRÈTE

ARTICLE PREMIER. – Les articles premier et 17 du décret susvisé n° 2-08-562 du 13 hijra 1429 (12 décembre 2008) sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

« Article premier. – Conformément décret, « lorsqu'ils ne sont pas implantées sur une propriété privée, font « l'objet finances. »

« Article 17. – Les établissements de pêche finances.

« Les dispositions du présent article ne « s'appliquent pas aux fermes aquacoles implantées sur des « propriétés privées. »

ART. 2. – Les dispositions des articles 2. 4. 7. 8. 11 et 12 du décret précité n° 2-08-562 sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 2. – Au sens du présent décret :

« – Toute installation pêche maritime.

« Les madragues ainsi que les casiers, les nasses et autres « engins de pêches similaires appartenant à un navire de pêche « et utilisés à un poste fixe entrent dans cette catégorie « d'établissement de pêche maritime :

« – Tout équipement ou installation fixe ou mobile et « permanent en mer, sur le littoral, dans les lagunes classées « conformément aux dispositions de l'article premier du dahir « portant loi précité n° 1-73-255 du 27 chaoual 1393 « (23 novembre 1973) ou toute construction à terre utilisant de « l'eau de mer extraite du milieu naturel ou de l'eau ayant les « mêmes caractéristiques physico-chimiques pour l'élevage, « l'engraissement des jeunes de toutes espèces halieutiques ou « pour la culture ou pour la conservation à l'état vivant « d'organismes aquatiques marins tels les poissons, les « mollusques, les crustacés, les gastéropodes et les végétaux « marins ou toute autre espèce halieutique. Ces établissements de « pêche maritime sont dénommés fermes aquacoles y compris les « écloséries. »

« Les aquariums et les viviers constitués à des fins privées, « de loisir ou d'exposition ou de vente au détail ne sont pas des « fermes aquacoles. »

« Article 4. – Le projet de convention, établi selon le « modèle fixé par arrêté du ministre chargé de la pêche « notamment :

« – toutes..... morale ;

« – la nature du projet, objet de la demande ;

« – le lieu choisi pour l'implantation de l'établissement de pêche maritime avec indication des délimitations de celui-ci ;

« a bénéficié.

« En outre..... la « demande.

« Pour les projets de fermes aquacoles, cette condition est considérée comme remplie lorsque le demandeur accompagne son dossier de la décision d'acceptabilité environnementale prévue par l'article 7 de la loi n° 12-03 relative aux études d'impact sur l'environnement à condition, toutefois, que ladite étude comprenne une partie relative aux rejets de toute nature en provenance de la ferme aquacole contenant notamment les types de rejets générés par celle-ci, leurs conséquences sur le milieu marin et l'écosystème halieutique, les méthodes d'évaluation utilisées pour mesurer lesdites conséquences et l'indication, le cas échéant, des actions ou méthodes envisagées pour réduire lesdites conséquences. »

« Article 7. – La convention accompagnant l'autorisation mentionne notamment, outre les éléments visés à l'article 4 ci-dessus :

- « – la nature des activités autorisées ;
- « – nécessaire ;
- « – les modalités de gestion des déchets et les conditions et méthodes de traitement des rejets occasionnés par l'exploitation de l'établissement de pêche ;
- « – la durée de l'autorisation aquacoles renouvelables ;
- « – les conditions aquacole ;
- « – les droits et obligations particulières du bénéficiaire de l'autorisation ;
- « – la provenance ;
- « – si nécessaire ;
- « – le montant et les modalités de paiement des redevances dans les cas de concession ;
- « – les conditions mer ;
- « – le contrôle et la surveillance par le bénéficiaire de l'autorisation du site exploité ;
- « – le mode de règlement des différends ;
- « – toutes autres mentions utiles en relation avec la convention et, dans le cas des fermes aquacoles implantées sur des propriétés privées, la référence au(x) titre(s) foncier(s) concerné(s) ou lorsque le demandeur n'est pas le propriétaire de celles-ci, les références du ou des documents en vertu desquels il est habilité à les exploiter. »

« Article 8. – Lors zone. En outre, dans le cas des madragues, une zone maritime d'une largeur minimale de 5 milles marins, calculée à partir des extrémités les plus proches de deux madragues, doit séparer celles-ci. »

« Article 11. – Toute autorisation suivants :

- « 1. menace.
- « 2. autorisation.
- « 3. autorisées.
- « 4. En cas de non paiement de la redevance dans les délais lorsque celle-ci est prévue dans la convention.

« Durant la période de suspension de l'autorisation, le bénéficiaire est autorisé, sous le contrôle scientifique de l'INRH, à transférer les espèces halieutiques dans un autre établissement de pêche maritime dûment autorisé, ou à les vendre.

« Passé ce délai, si le bénéficiaire n'a pas remédié aux manquements ayant entraîné la suspension, le ministre chargé de la pêche maritime retire l'autorisation. En cas de concession, il est mis fin à celle-ci.

« Les espèces halieutiques se trouvant dans l'établissement de pêche doivent être immédiatement transférées, sous le contrôle scientifique de l'INRH dans un autre établissement de pêche maritime dûment autorisé, vendues ou détruites si lesdites espèces présentent un risque pour les autres espèces halieutiques. »

« Article 12. – Tout dont la largeur ne peut excéder 200 mètres pour les fermes aquacoles, et ne peut être inférieure à 350 mètres autour desdites limites pour les établissements de pêche maritime autres que les fermes aquacoles.

« Cette zone maritime.

« Dans cette zone, la pêche et la navigation maritimes autres que celles pratiquées aux fins de l'exploitation de l'établissement de pêche concerné sont interdites. »

ART. 3. – Les dispositions de l'article 18 du décret précité n° 2-08-562 du 13 hija 1429 (12 décembre 2008) sont abrogées et remplacées comme suit :

« Article 18. – Les concessions visées à l'article premier ci-dessus donnent lieu au paiement d'une redevance annuelle composée d'un droit fixe déterminé en tenant compte notamment du type d'activité autorisée et de son lieu d'implantation et, le cas échéant, d'un droit variable assis sur les ventes des espèces capturées, élevées ou engraisées ou cultivées ou conservées à l'état vivant au sein dudit établissement.

« Le montant de la redevance annuelle ainsi que les modalités de son paiement sont fixés, pour chaque type d'activité visée à l'article 2 ci-dessus, par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de la pêche maritime.

« Le montant de la redevance annuelle due au titre de chaque convention de concession et les modalités de son paiement sont indiqués dans la convention correspondante et mentionnés dans l'arrêté prévu à l'article 9 ci-dessus. »

ART. 4. – Dans les dispositions des articles 3, 13 et 16 du décret précité n° 2-08-562 le terme « concession » est supprimé.

ART. 5. – Le ministre de l'agriculture et de la pêche maritime et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 30 moharrem 1435 (4 décembre 2013).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'agriculture
et de la pêche maritime.*

AZIZ AKHANNOUCH.

*Le ministre de l'économie
et des finances.*

MOHAMMED BOUSSAID.